



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

December 29, 2025

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RESUME EXECUTIF

Le Mouvement pour la Reconstruction et la Reconciliation Nationale a organise un sit-in pacifique a Petion-Ville le 29 decembre avec plusieurs dizaines de manifestants reclamant la demission du Conseil Presidentiel de Transition et lancant une mobilisation nationale de 40 jours jusqu'au 7 fevrier 2026. Le Premier Ministre Fils-Aime a visite le Quartier General de la Police Nationale le 28 decembre declarant que l'Etat ne negociera pas avec les criminels et annoncant la mobilisation generale de la PNH, des Forces Armees et de la Force de Suppression des Gangs. La declaration du 16 decembre de l'Ambassadeur canadien Andre Francois Giroux a ete recirculee le 29 decembre declarant le 7 fevrier comme la fin inconditionnelle du mandat du CPT representant le rejet international le plus clair de toute extension. Zero incidents de securite signales le 29 decembre poursuivant le schema de pause operationnelle avec 40 jours jusqu'a l'echeance constitutionnelle du 7 fevrier.



RESUME RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le sit-in du MORN s'est deroule pacifiquement le 29 decembre avec plusieurs dizaines de manifestants a Petion-Ville lancant une mobilisation de 40 jours reclamant la demission du CPT. Le Premier Ministre a declare le 28 decembre que l'Etat ne negociera pas avec les criminels annoncant la mobilisation generale des forces de securite. La declaration de l'Ambassadeur canadien recirculee declarant le 7 fevrier fin inconditionnelle du mandat du CPT excluant toute extension. Zero incidents de securite signales le 29 decembre avec les gangs maintenant une pause operationnelle pendant la mobilisation politique. 40 jours restent jusqu'a l'echeance constitutionnelle du 7 fevrier 2026 avec un vide de gouvernance de 365 jours non resolu.

DEVELOPPEMENT 1: LE SIT-IN DU MORN DEMONTRE UNE CAPACITE DE MOBILISATION LIMITEE TOUT EN LANCANT UNE CAMPAGNE DE 40 JOURS

Le Mouvement pour la Reconstruction et la Reconciliation Nationale a organise un sit-in a Petion-Ville le 29 decembre 2025 sur la Rue Panamericaine pres de la statue a l'ancien emplacement Manchise avec plusieurs dizaines de manifestants reclamant la fin du mandat du Conseil Presidentiel de Transition et l'etablissement d'une nouvelle transition politique. La participation modeste de plusieurs dizaines plutot que de centaines ou de milliers suggere une capacite de mobilisation limitee malgre la rhetorique du MORN sur le lancement d'une mobilisation nationale de 40 jours du 29 decembre au 7 fevrier 2026. Les revendications du MORN incluait aucun renouvellement de l'accord du 3 avril 2024, la demission du CPT avant le 7 fevrier, le retrait du gouvernement juge corrompu et incompetent, et l'adoption de l'Accord 40 signe par 179 partis et organisations comme cadre alternatif. Le sit-in s'est deroule pacifiquement sans dispersion par la Police Nationale indiquant un calcul strategique du gouvernement pour tolerer une dissidence limitee evitant de martyriser l'opposition et d'escalader la crise politique 40 jours avant l'echeance du 7 fevrier.

Le MORN a publie une declaration le 28 decembre affirmant que les mandats du CPT et du gouvernement du Premier Ministre Fils-Aime sont expires declarant que les autorites sont maintenant seulement autorisees a gerer les affaires courantes. Ce pari politique radical tente de delegitimer les actions du CPT incluant le calendrier electoral revise du 25 decembre en les encadrant comme ultra vires survenant apres l'expiration du mandat. La declaration du MORN a proclame que le mouvement a pris la decision de mettre fin a quarante ans de brigandage, de gaspillage, de corruption, d'insecurite et de desordre administratif etablissant un nouvel executif bicephale compose d'un president et d'un premier ministre entierement nouveaux. Le programme politique inclut le demantelement des gangs armes, la restructuration du paysage politique en reduisant les partis existants a cinq grandes tendances, et l'organisation d'elections generales. En declarant le mandat du CPT expire le 28 decembre plutot que le 7 fevrier, le MORN cree une crise de double legitimite ou l'opposition affirme que l'expiration s'est deja produite tandis que l'Ambassadeur canadien dit qu'elle expire le 7 fevrier inconditionnellement et le CPT n'a pas annonce de mecanisme d'extension pour le vide constitutionnel de 365 jours.

La nature pacifique du sit-in du 29 decembre et la participation modeste suggerent que le MORN manque de capacite pour forcer une crise politique immediate par la mobilisation de rue mais la structure de campagne de 40 jours du 29 decembre au 7 fevrier cree un potentiel d'effets de pression cumulative si le mouvement maintient des manifestations hebdomadaires. La tolerance du gouvernement pour la manifestation du 29 decembre demontre que le CPT est pret a permettre la dissidence dans certaines limites evitant une dispersion brutale qui pourrait catalyser la formation d'une coalition d'opposition plus large. Cependant la declaration du MORN du 28 decembre sur l'expiration du mandat represente une rhetorique d'escalade positionnant le mouvement comme autorite legitime alternative contestant la position institutionnelle du CPT. La convergence d'une capacite de mobilisation de rue limitee avec des revendications constitutionnelles radicales cree une menace d'opposition ambigue ou le MORN ne peut pas forcer un changement immediat mais maintient une pression symbolique grace au calendrier soutenu de 40 jours coicidant avec l'approche de l'echecance constitutionnelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'accord politique du 3 avril 2024 a etabli le Conseil Presidentiel de Transition avec un mandat jusqu'au 7 fevrier 2026 base sur les attentes que les elections produiraient une succession legitime avant l'expiration constitutionnelle creant un cadre pour la transition democratique.

POINTS DE DISCUSSION

Le sit-in du MORN du 29 decembre a attire plusieurs dizaines de manifestants indiquant une capacite de mobilisation limitee malgre la rhetorique ambitieuse de campagne de 40 jours
La manifestation pacifique sans dispersion par la PNH demontre la tolerance du gouvernement pour la dissidence evitant l'escalade 40 jours avant l'echecance constitutionnelle
La declaration du MORN du 28 decembre sur l'expiration du mandat du CPT tente de delegitimer les actions du gouvernement comme ultra vires apres la fin de l'autorite
La structure de mobilisation de 40 jours du 29 decembre au 7 fevrier cree un potentiel d'effets de

pression cumulative si maintenue

Le gouvernement fait face au double défi d'une opposition de rue limitée et de revendications constitutionnelles radicales positionnant le MORN comme autorité légitime alternative

DECISIONS RECOMMANDEES

Les acteurs politiques devraient surveiller si le MORN maintient des manifestations hebdomadaires tout au long de janvier ou si le 29 décembre a représenté un événement isolé sans capacité de suivi. Les forces de sécurité devraient maintenir une posture de tolérance pour les manifestations pacifiques tout en préparant des plans d'urgence si les manifestations escaladent ou s'étendent géographiquement.

Les observateurs internationaux devraient évaluer si la mobilisation de 40 jours du MORN attire des organisations de la société civile supplémentaires élargissant l'ampleur de la coalition d'opposition.

Le CPT devrait publier une déclaration publique avant le 5 janvier abordant la déclaration du MORN du 28 décembre sur l'expiration du mandat clarifiant l'autorité constitutionnelle du gouvernement.

La société civile devrait exiger la transparence sur les sources de financement du MORN et la capacité organisationnelle pour maintenir une campagne de 40 jours contre une démonstration ponctuelle.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des reportages institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 2: LE PREMIER MINISTRE REJETTE LA VOIE DE NEGOCIATION AVEC LES GANGS S'ENGAGEANT A UNE SOLUTION MILITAIRE

Le Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé a visité le Quartier Général de la Police Nationale à Clercine le 28 décembre 2025 un jour avant le sit-in du MORN pour réaffirmer l'engagement absolu du gouvernement à restaurer l'ordre public et l'autorité républicaine. Le Premier Ministre a déclaré en créole que le combat du gouvernement est contre les gangs armés, le combat du gouvernement est de sécuriser le pays, l'État ne reculera pas, et l'État ne négociera pas avec les criminels. Ce rejet catégorique de négociations avec les gangs contredit directement l'évaluation de l'International Crisis Group du 15 décembre avertissant que les groupes armés cherchent l'amnistie dans le cadre de la transition du 7 février créant une divergence politique fondamentale où les gangs voient l'échéance constitutionnelle comme un point de levier de négociation tandis que le gouvernement s'engage à la suppression militaire sans accommodation politique. La visite incluait le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique Patrick Pelissier, le Secrétaire d'État à la Sécurité Publique Mario Andresol, le Directeur Général par intérim de la PNH Jonas Vladimir Paraison, et le Haut Commandement de la PNH signalant le soutien unifié de l'appareil de sécurité pour la doctrine de non-négociation.

La visite du 28 décembre a été encadrée comme partie de la mobilisation générale des forces de

securite de l'Etat conjointement engagees dans l'offensive contre les groupes criminels armes incluant la Police Nationale, les Forces Armees d'Haiti, et la Force de Suppression des Gangs. Le Premier Ministre Fils-Aime a souligne que la restauration de la securite est un prerequis pour le retour a l'ordre constitutionnel et a confirme que 2026 sera dedie a l'organisation d'elections generales et au renouvellement du personnel politique et des institutions republicaines. Cette declaration confirme que le gouvernement procede avec la periode de campagne revisee du 19 mai au 28 aout 2026 publiee le 25 decembre malgre le vide constitutionnel de 365 jours entre l'expiration du mandat du 7 fevrier 2026 et l'investiture presidentielle du 7 fevrier 2027. La rhetorique de mobilisation generale n'aborde pas la deficiance centrale de la Police Nationale en personnel avec environ 9 000 agents pour 11 millions de personnes et plus de 30 agents tues en 2025 seulement creant un cout humain insoutenable malgre le don americain de 25 vehicules blindes le 27 decembre.

Le 29 decembre le meme jour que le sit-in du MORN le Premier Ministre a rencontre le Directeur General de la PNH Jonas Vladimir Paraison a la Primature en presence de membres de l'unite SWAT discutant de l'efficacite des operations de securite contre les groupes armes et de l'amelioration des conditions de travail pour les forces de l'ordre. Les mesures de soutien annoncees incluaient des primes de risque pour les agents, une couverture medicale elargie en Haiti et a Cuba, et des programmes d'aide au logement. Le Premier Ministre a observe une minute de silence en l'honneur des agents tues dans l'exercice de leurs fonctions soulignant la reconnaissance institutionnelle de l'impact devastateur de la strategie de securite sur le personnel et les familles. La convergence de la doctrine de non-negociation, de l'annonce de mobilisation generale, et des mesures de soutien au personnel demontre l'engagement du gouvernement aux operations militaires soutenues jusqu'a l'echeance du 7 fevrier et au-dela independamment des demandes d'amnistie des gangs ou de la pression de l'opposition politique pour un reglement negocie.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les politiques de negociation avec les gangs ont systematiquement echoue en Haiti ou les tentatives d'accommodation politique ont genere une expansion territoriale des groupes armes plutot qu'une demobilisation creant un consensus parmi les acteurs de la securite que la suppression militaire represente la seule voie viable.

POINTS DE DISCUSSION

La visite du Premier Ministre du 28 decembre a la PNH a reaffirme la doctrine de non-negociation declarant que l'Etat ne negociera pas avec les criminels
Le rejet categorique des negociations avec les gangs contredit l'evaluation de l'ICG avertissant que les groupes armes cherchent l'amnistie pour la transition du 7 fevrier
La mobilisation generale annoncee de la PNH des Forces Armees et de la Force de Suppression des Gangs confirme l'engagement a la solution militaire
Les mesures de soutien au personnel incluant primes de risque couverture medicale et aide au logement reconnaissent le cout humain insoutenable
Le gouvernement procede avec le calendrier electoral revise malgre le vide constitutionnel de 365

jours entre expiration du mandat et investiture présidentielle

DECISIONS RECOMMANDEES

Les analystes de securite devraient evaluer si la mobilisation generale augmente effectivement le deploiement operationnel ou represente une rhetorique sans capacite d'execution
Les donateurs internationaux devraient exiger des rapports de transparence sur l'utilisation des 25 vehicules blindes americains et l'impact operationnel mesurable
Le personnel de la PNH devrait surveiller la mise en oeuvre reelle des primes de risque et de la couverture medicale annoncees le 29 decembre pour les indicateurs de durabilite
Les analystes politiques devraient evaluer si la doctrine de non-negociation ferme toutes les voies d'accommodation politique creant une impasse strategique
La communaute internationale devrait clarifier si le soutien a la doctrine de non-negociation inclut l'acceptation de violence continue jusqu'a l'echeance constitutionnelle et au-dela



CONFIANCE



Haute confiance basee sur des reportages institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 3: L'AMBASSADEUR CANADIEN DECLARE LE 7 FEVRIER FIN INCONDITIONNELLE DU MANDAT DU CPT ELIMINANT LES OPTIONS D'EXTENSION

L'Ambassadeur du Canada Andre Francois Giroux a publie une declaration le 16 decembre 2025 qui a ete recirculee le 29 decembre affirmant que le Canada a toujours maintenu la position que le mandat du Conseil Presidentiel de Transition arrive a echeance le 7 fevrier 2026 periode et que le Canada n'appuie pas l'extension du mandat actuel du CPT. Cette declaration diplomatique represente le rejet international le plus clair a ce jour de toute tentative du CPT de prolonger son autorite au-dela de l'echeance constitutionnelle creant une contrainte politique decisive sur les options de gouvernance du CPT pour le vide de 365 jours entre le 7 fevrier 2026 et le 7 fevrier 2027. La declaration de l'Ambassadeur Giroux contraste fortement avec le silence de la CARICOM de l'Organisation des Etats Americains des Etats-Unis de la France et de l'Union Europeenne sur les mecanismes de succession post-7 fevrier suggerant soit une absence de consensus international soit une negociation en coulisses non divulguee publiquement.

La recirculation du 29 decembre de la declaration du 16 decembre par Vant Bef Info et Rezo Nodwes indique que les medias haitiens interpretent la position canadienne comme relevant de l'urgence immediate plutot que comme une position historique etant donne que 40 jours restent jusqu'au 7 fevrier. Le timing de la recirculation coicidant avec le sit-in du MORN du 29 decembre et la declaration du MORN du 28 decembre sur l'expiration du mandat du CPT cree une convergence narrative ou l'opposition domestique et au moins un acteur international majeur s'alignent contre l'extension du CPT. Cependant la declaration canadienne n'identifie pas de mecanisme alternatif pour gouverner pendant le vide de 365 jours creant une ambiguite strategique ou le rejet de

l'extension du CPT ne s'accompagne pas d'un cadre de succession clair laissant le vide constitutionnel non resolu.

La position canadienne representee par la declaration de l'Ambassadeur Giroux etablit une limite ferme sur les options unilaterales du CPT pour l'auto-extension mais ne propose pas de cadre multilateral CARICOM-OEA pour la gouvernance de transition. Cette approche contrastee suggere soit que le Canada maintient une position de principe sur l'expiration constitutionnelle independamment des consequences pratiques soit que la negociation internationale d'un mecanisme de succession est en cours mais pas encore prete pour l'annonce publique. L'absence de declarations similaires des Etats-Unis de la France ou de l'UE laisse ambigu si le Canada represente un consensus international emergent ou une position isolee creant une incertitude pour la planification de la succession du CPT. Les 40 jours restants jusqu'au 7 fevrier necessitent une intervention d'urgence de la CARICOM et de l'OEA debut janvier pour negocier un cadre de transition ou accepter un scenario de crise constitutionnelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le mandat du CPT base sur l'accord du 3 avril 2024 expire constitutionnellement le 7 fevrier 2026 creant un vide de gouvernance de 365 jours jusqu'a l'investiture presidentielle du 7 fevrier 2027 selon le calendrier electoral revise du 25 decembre necessitant une intervention internationale ou un accord politique pour combler le vide.

POINTS DE DISCUSSION

La declaration de l'Ambassadeur canadien du 16 decembre recirculee le 29 decembre affirme le 7 fevrier comme fin inconditionnelle du mandat du CPT

La position canadienne represente le rejet international le plus clair de toute tentative du CPT de prolonger l'autorite au-dela de l'echecance constitutionnelle

La recirculation du 29 decembre cree une convergence narrative avec l'opposition domestique du MORN s'alignant contre l'extension du CPT

La declaration canadienne n'identifie pas de mecanisme alternatif pour le vide de gouvernance de 365 jours laissant la succession constitutionnelle non resolue

L'absence de declarations similaires des Etats-Unis de la France ou de l'UE laisse ambigu si le Canada represente un consensus international ou une position isolee

DECISIONS RECOMMANDEES

Les acteurs internationaux devraient publier des declarations avant le 5 janvier clarifiant leurs positions sur l'expiration du mandat du CPT et les mecanismes de succession

La CARICOM et l'OEA devraient convoquer des sessions d'urgence debut janvier pour negocier un cadre de transition pour le vide de 365 jours

Le CPT devrait engager formellement les acteurs internationaux pour clarifier si la negociation multilaterale d'extension est viable ou si la demission est necessaire

Les analystes politiques devraient evaluer si la position canadienne reflete un consensus

international non annonce ou represente une position isolee

La societe civile devrait exiger la transparence sur toute negociation en coulisses de mecanismes de succession evitant les accords de derniere minute opaques



CONFIANCE



Haute confiance basee sur des reportages institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 4: NEUF JOURS DE PAUSE OPERATIONNELLE DES GANGS CONTINUENT MALGRE LA MOBILISATION POLITIQUE ET LES DECLARATIONS GOUVERNEMENTALES

Le 29 decembre 2025 marque le neuvieme jour consecutif de pause operationnelle soutenue des gangs avec zero incidents de securite signales malgre le sit-in du MORN a Petion-Ville et les declarations du Premier Ministre sur la mobilisation generale des forces de securite. Cette retenue sans precedent contraste fortement avec les attaques du 23 decembre contre l'embarcation maritime de Jeremie tuant 16 civils et l'assaut du 24 decembre contre l'Hopital Universitaire de la Paix a Cite Soleil tuant deux patients et forçant l'evacuation demontrant que les gangs maintiennent des capacites operationnelles completes mais exercent une discipline tactique en retardant le deploiement. La pause operationnelle de neuf jours pendant la periode de Noel 25 decembre et la mobilisation politique du MORN du 29 decembre suggere que les groupes armes observent strategiquement les developpements politiques avant de determiner la strategie de reponse plutot que de mener une violence opportuniste.

La capacite des gangs a maintenir une pause operationnelle soutenue malgre l'annonce du Premier Ministre du 28 decembre de mobilisation generale de la PNH des Forces Armees et de la Force de Suppression des Gangs demontre que la retenue represente un choix strategique delibere plutot qu'une suppression reussie par les forces de securite. La convergence de la pause de neuf jours avec le lancement de la mobilisation de 40 jours du MORN et la doctrine de non-negociation du Premier Ministre cree un dilemme strategique pour la direction des gangs. La retenue continue permet a l'opposition politique de construire un elan forçant potentiellement des concessions du CPT ou une demission que les gangs pourraient exploiter mais risque que le gouvernement utilise la pause pour consolider les gains de securite grace a la mobilisation generale de la PNH des Forces Armees et de la Force de Suppression des Gangs. La violence reprise valide la rhetorique de solution militaire du Premier Ministre et justifie les operations de securite continues mais elimine les voies potentielles d'accommodation politique si la crise constitutionnelle cree une ouverture de negociation.

Le schema de pauses operationnelles pendant les vacances majeures 21-22 decembre 25 decembre 27-28 decembre suivi de frappes selectionnees a fort impact attaque maritime du 23 decembre assaut hospitalier du 24 decembre demontre la capacite des gangs pour la discipline tactique et la planification operationnelle centralisee plutot que la violence opportuniste. Ce schema etablit que les gangs peuvent projeter de la puissance cinetique via la guerre maritime et le

terrorisme économique tout en maintenant simultanément la retenue opérationnelle pour la manœuvre politique créant une flexibilité stratégique ou la violence peut reprendre dans les 24 heures nécessitant seulement une décision opérationnelle. La pause de neuf jours permet aux organisations humanitaires d'accélérer la livraison d'assistance mais crée un faux sentiment de sécurité si les parties prenantes interprètent la retenue actuelle comme une amélioration soutenue plutôt qu'une pause tactique temporaire.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les pauses opérationnelles des gangs pendant les vacances majeures et les événements politiques se sont systématiquement avérées temporaires avec la violence reprenant dans les 24 à 48 heures alors que les groupes armés calibrent les réponses aux actions gouvernementales et aux développements politiques.

POINTS DE DISCUSSION

Le 29 décembre marque le neuvième jour de pause opérationnelle soutenue avec seulement deux incidents majeurs les 23 et 24 décembre représentant une retenue sans précédent
L'observation stratégique des gangs pendant le sit-in du MORN suggère que les groupes armés surveillent les développements politiques avant de déterminer la stratégie de réponse
La pause opérationnelle permet à l'opposition politique de construire un élan mais risque que le gouvernement consolide les gains de sécurité grâce à la mobilisation générale
Les capacités de guerre maritime du 23 décembre et de terrorisme économique des 25-26 décembre établies nécessitant seulement une décision opérationnelle pour reprendre
Le schéma démontre la discipline tactique des gangs et la planification centralisée plutôt que la violence opportuniste suggérant un leadership coordonné

DECISIONS RECOMMANDEES

Les analystes de sécurité devraient surveiller la première semaine de janvier 2026 pour les indicateurs de reprise de violence car la pause opérationnelle des vacances se termine généralement
La Force de Suppression des Gangs devrait tirer parti de la pause actuelle pour accélérer le déploiement et établir une présence territoriale avant la reprise de la violence
Les services de renseignement devraient évaluer les mécanismes de coordination de la direction des gangs permettant une discipline opérationnelle soutenue à travers plusieurs organisations
Les organisations humanitaires devraient utiliser la période de pause pour accélérer la livraison d'assistance et pré-positionner les fournitures anticipant la reprise de la violence
Le secteur privé devrait éviter d'interpréter la pause actuelle comme une amélioration de sécurité soutenue nécessitant des protocoles de continuité des affaires continus



CONFIANCE



Haute confiance basee sur des reportages institutionnels officiels.

A SURVEILLER ENSUITE

PROCHAINES 24 A 48 HEURES

Surveiller si le MORN organise des manifestations de suivi les 30-31 decembre maintenant l'elan de mobilisation de 40 jours ou si le 29 decembre a represente un evenement isole sans capacite de campagne soutenue. Suivre les declarations du CPT et du Premier Ministre repondant aux demandes du MORN et a la declaration de fin inconditionnelle de l'Ambassadeur canadien avec tout silence apres le 31 decembre confirmant l'absence de cadre de succession prepare. Evaluer si les gangs reprennent la violence les 30-31 decembre suite a la pause operationnelle de neuf jours ou maintiennent la retenue strategique pendant la periode du Nouvel An surveillant les developpements politiques.

CETTE SEMAINE

Surveiller les annonces de session d'urgence de la CARICOM ou de l'Organisation des Etats Americains pendant la periode du 30 decembre au 3 janvier abordant l'echeance constitutionnelle du 7 fevrier et le vide de gouvernance de 365 jours. Surveiller les declarations diplomatiques internationales des Etats-Unis de la France de l'Union Europeenne et des Nations Unies concernant la declaration de fin inconditionnelle de l'Ambassadeur canadien et l'extension du mandat du CPT. Suivre si le MORN attire des organisations de la societe civile et des partis politiques supplementaires rejoignant la mobilisation de 40 jours elargissant l'ampleur de la coalition d'opposition. Evaluer la mise en oeuvre par la PNH des primes de risque de la couverture medicale et de l'aide au logement annoncees le 29 decembre pour les indicateurs de durabilite du personnel.

HORIZON STRATEGIQUE

L'echeance constitutionnelle du 7 fevrier 2026 approche avec 40 jours restants necessitant une intervention d'urgence de la CARICOM et de l'OEA debut janvier pour negocier un cadre de transition pour le vide de gouvernance de 365 jours ou accepter un scenario de crise constitutionnelle. La declaration de fin inconditionnelle de l'Ambassadeur canadien elimine les options d'extension unilaterale du CPT forçant soit la negociation internationale d'un nouveau mecanisme soit un vide de gouvernance le 7 fevrier. La doctrine de non-negociation du Premier Ministre ferme les voies d'amnistie des gangs assurant une violence continue jusqu'a l'echeance constitutionnelle et au-dela en l'absence de cadre d'accommodation politique. La structure de mobilisation de 40 jours du MORN cree un calendrier de pression d'opposition soutenue coïncidant avec l'echeance constitutionnelle mais la participation modeste du 29 decembre suggere une capacite limitee pour forcer une crise politique immediate necessitant une evaluation des effets cumulatifs pendant la periode de janvier.

SOURCES PRIMAIRES

Rapport de Vant Bef Info sur le sit-in du MORN a Petion-Ville 29 decembre 2025
Article du National sur les demandes du MORN et le cadre de l'Accord 40 29 decembre 2025
Rapport de Vant Bef Info sur la declaration du MORN sur l'expiration du mandat du CPT 28 decembre 2025
Communications officielles de la Primature sur la strategie de securite 28-29 decembre 2025
Rapport d'Haiti Libre sur la mobilisation generale des forces de securite de l'Etat 29 decembre 2025
Rapport de Vant Bef Info sur la rencontre du Premier Ministre avec le Directeur General de la PNH 29 decembre 2025
Rapport de Vant Bef Info sur la declaration de fin inconditionnelle du 7 fevrier de l'Ambassadeur canadien 29 decembre 2025
Couverture de Rezo Nodwes sur l'intervention diplomatique de l'Ambassadeur canadien 16 decembre 2025
Rapport de Vant Bef Info sur la relocalisation du Ministere des Affaires Etrangeres a Petion-Ville 29 decembre 2025
Page d'accueil d'Haiti Libre surveillance des incidents de securite 29 decembre 2025
Page d'accueil d'Haiti24 reportage quotidien 29 decembre 2025
Rapport de l'International Crisis Group sur les demandes d'amnistie des gangs 15 decembre 2025